

# Les entreprises s'intéressent aux mesures financières du Plan d'Investissement pour l'Europe

**L**e lundi 30 septembre, quelque 130 entreprises ont assisté au 1<sup>er</sup> volet de la conférence «FIT4Finance : Comment financer ma PME à travers le plan d'investissement pour l'Europe» qui a eu lieu à la Chambre de Commerce en présence du ministre des Finances, Pierre Gramegna.

S'inscrivant dans le contexte du lancement du nouveau cycle de conférences «FIT4Finance» et de la campagne de communication «InvestEU» de la Commission européenne, cette première manifestation, organisée conjointement par la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, la Chambre de Commerce du Luxembourg et son Enterprise Europe Network, avait comme objectif de dresser un état des lieux des avancements réalisés dans le cadre du Plan d'Investissement pour l'Europe, communément appelé «Plan Juncker», et de fournir un aperçu global des différents financements européens disponibles pour les PME.

«Avec la manifestation de ce jour et à l'aube de la nouvelle programmation budgétaire de 2021 – 2027 qui se dessine devant nous, il s'agit ici du 1<sup>er</sup> volet d'une longue série événementielle «FIT4Finance» avec laquelle nous entendons accompagner les entreprises luxembourgeoises, et surtout celles de très petite et moyenne taille, à mieux comprendre et assimiler la complexité du dispositif financier européen mis en œuvre pour soutenir leurs projets de développement, d'innovation et de croissance. Afin de pouvoir accompagner les entreprises luxembourgeoises sur le moyen et le long terme, nous entendons ainsi mettre en place une action promotionnelle soutenue et durable. Notre volonté commune est de dresser, à travers un mapping à 360°, un panorama de tout le dispositif financier communautaire et de le rendre compréhensible et accessible pour les entrepreneurs.», a expliqué Sabrina Sagromola, gérant de l'Enterprise Europe Network-



De g. à d. : Roger HAVENITH, président directeur général adjoint du Fonds européen d'investissement (FEI); Yuriko BACKES, chef de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg; S.E.M. Pierre GRAMEGNA, ministre des Finances du Grand-Duché de Luxembourg; Sabrina SAGROMOLA, gérant de l'Enterprise Europe Network - Luxembourg et responsable des Affaires européennes & Grande Région, Affaires Internationales, Chambre de Commerce © Chambre de Commerce

Luxembourg et responsable des Affaires européennes & Grande Région aux Affaires Internationales de la Chambre de Commerce lors de son mot de bienvenue. De manière générale, les différents intervenants ont unanimement confirmé que depuis son lancement fin 2014 par la Commission Juncker, les bilans de cette initiative communautaire ambitieuse ont été positifs et que les efforts investis se feront sentir dans la durée.

Se situant en plein cœur de la Stratégie de Relance de l'UE, cette mesure avait fait sien l'objectif de redémarrer les investissements en Europe pour relancer le moteur de la dynamique de croissance de l'économie européenne, ceci notamment à travers le financement de projets d'infrastructures substantiels et le soutien d'opérations plus risquées et de projets innovants de la part des PME et TPE, qui sans l'apport de financements ou de contre-garanties communautaires, ne pourraient pas être réalisés. Il en ressort donc que ce plan n'a pas seulement dépassé son objectif d'origine en termes de mobilisation d'investissements, mais a également contribué à donner un vrai coup de pouce à l'économie de l'UE.

Toutefois, comme l'a relevé le ministre des Finances, Pierre Gramegna, «Malgré d'indéniables améliorations, les investissements sont toujours plus bas qu'avant la crise». Benjamin Angel, directeur du Trésor et des Opérations financières à la direction générale des Affaires économiques et financières de la Commission européenne a rejoint ces propos en affirmant que, «malgré les effets positifs du plan Juncker, l'effort doit être maintenu.» Surtout dans le contexte d'une économie mondiale en perpétuelle évolution, d'une interconnectivité de plus en plus complexe et d'une concurrence de plus en plus accrue, l'innovation et la performance constituent les facteurs déterminants de la compétitivité et de la croissance européenne qui doivent s'inscrire au cœur de toutes les démarches entreprises.

Il faut continuer à soutenir la dynamique d'action retrouvée dans l'environnement des entreprises européennes et épauler les porteurs de projets potentiels afin de faire de l'Europe un pôle d'attraction propice à la création de sociétés et du développement d'activités commerciales à long terme. Aussi, parallèlement à une poursuite de l'allègement du fardeau adminis-

tratif pesant sur le développement quotidien des activités entrepreneuriales, un travail sur l'amélioration des enclaves encore persistantes permettra de poursuivre les efforts de croissance économique engagés. C'est dans cet esprit qu'en juin 2018, la Commission européenne a décidé de lancer pour le prochain budget de l'UE couvrant la période de programmation 2021-2027, le programme InvestEU qui, en s'appuyant sur la réussite du Plan d'Investissement et de son Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), vise à considérablement simplifier l'architecture complexe du dispositif financier communautaire actuel en regroupant plusieurs programmes européens et les différents instruments financiers en découlant sous un même toit.

«Dans le cadre des programmes actuels, les bénéficiaires finaux, voire même les intermédiaires financiers, ne savent parfois pas quel instrument répond le mieux à leurs besoins, d'autant plus que les exigences d'éligibilité, de suivi et de reporting varient selon les programmes. En regroupant les instruments financiers basés actuellement sur des bases légales différentes, InvestEU permettra de réduire des chevauchements, d'alléger certains aspects administratifs et de rendre l'accès au financement plus transparent et accessible, en prévoyant p.ex. un ensemble unique d'exigences cohérentes s'appliquant tout au long du processus de financement», a expliqué Roger Havenith, président - directeur général adjoint du FEI - Fonds européen d'investissement.

«Le programme InvestEU est un investissement dans l'avenir, soutenant les objectifs politiques que l'Union européenne s'est donnée pour favoriser les investissements climato-intelligents, les investissements sociaux ou encore dans les domaines des infrastructures numériques ou de transport durable. Le but est de soutenir les petites et moyennes entreprises et leurs idées innovantes, aussi par le biais d'outils pour aider les projets à atteindre l'économie réelle, via la plateforme européenne de conseil en investissement ou encore le portail européen de projets d'investissements», a poursuivi

Yuriko Backes, chef de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, dans son mot de clôture. Elle a souligné que le portail européen de projets d'investissement du plan d'investissement pour l'Europe, qui donne de la visibilité aux projets d'investissement à travers l'UE et permet aux investisseurs et promoteurs de projets d'entrer en contact via une base de données commune, sera maintenu dans le cadre de ce nouveau programme. Il en est de même pour la plateforme européenne de conseil en investissement du Plan d'Investissement. S'appuyant sur ce même modèle, la plateforme de conseil InvestEU intégrera des services de conseils disponibles dans un guichet unique pour l'assistance technique à la préparation, l'élaboration et la structuration de projets.

Très animée a été la session «Questions – Réponses» qui a suivi le programme de la séance inaugurale du matin. Par la suite, trois ateliers pratiques ont permis aux participants d'aborder de manière plus approfondie les différents financements européens disponibles pour les PME dans le cadre du programme européen pour la compétitivité des entreprises (COSME) avec la présentation des services de la Mutualité de Cautionnement, du programme européen pour l'emploi et de l'innovation sociale (EaSI) ainsi que des financements européens disponibles afin de soutenir les projets innovants notamment à travers le dispositif InnovFin.

La conférence s'est conclue par un volet «Meet the Experts», lors duquel les participants ont eu la possibilité de rencontrer directement sur place les différents acteurs locaux agissant en tant qu'intermédiaires financiers au Luxembourg, en charge de la gestion des différents financements issus du dispositif InnovFin et d'autres mesures communautaires. Y étaient représentés le Fonds européen d'Investissement, Microlux, la Mutualité de Cautionnement de la Chambre de Commerce ainsi que la Banque International à Luxembourg, la BGL BNP Paribas, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat et ING.